

Les obligations des commerçants

REGISTER NOW



Les commerçants sont principalement tenus de respecter deux obligations :

- l'obligation d'immatriculation au **Registre du Commerce et des Sociétés** (Répertoire officiel des personnes physiques et morales, exerçant le commerce, permettant de réunir et de diffuser certaines informations sur ces personnes et leurs entreprises.)
- l'obligation de tenir une comptabilité

L'obligation d'immatriculation au registre du Commerce et des Sociétés

(Articles L123-1 et s et R. 123-31 et s. du C.Com)

Les inscriptions au RCS :

L'immatriculation initiale : les personnes tenues à l'immatriculation sont citées à l'**art L123-1 C. Com** (personnes physiques ayant la qualité de commerçant, EPIC...).

Les personnes physiques ont un **délai de 15 jours pour s'immatriculer (R.123-32 C. Com)**. L'immatriculation se fait auprès des **CFE** (centres de formalité des entreprises) qui transmettent l'information aux **greffiers (R.123-1 C. Com)**. Le commerçant doit communiquer les informations relatives à **sa personne** et les information relatives à **son activité et à son établissement**. Le greffier a un délai d'un jour ouvrable pour donner sa réponse (5 jours max)

Les inscriptions modificatives ou complémentaires : soit juste une modification nécessitant une **inscription modificative**, soit **création d'un établissement secondaire**. Si situé dans le même ressort, inscription complémentaire. Si autre ressort, immatriculation secondaire.

La radiation : La radiation de personne physique peut être **demandée par le commerçant lui-même**, soit à la **demande d'un héritier**, soit d'office par le greffier. Pour les personnes morales, soit par le liquidateur, soit par le **greffier**.



Effets des inscriptions au RCS :

La diffusion de l'information : **moyen d'information des tiers (R. 123-152 C.Com)**

Les effets juridiques : Pour une personnes physique : l'immatriculation au RCS crée une **présomption simple de la qualité de commerçant (L.123-7 C.Com)**. Pour une personne morale, l'immatriculation confère la **personnalité juridique (1842 cciv)**

Les obligations comptables



Les documents comptables obligatoires : **Le livre journal** : opération par opération, jour par jour, tous les mouvements affectant le patrimoine de son entreprise. Et le **grand-livre** : différents comptes de l'entreprise. Il faut aussi un inventaire annuel (**art 123-177 C.Com**). bilan comptable annuel avec éléments actifs et passifs de l'entreprise.

La forme des documents comptables : doivent être établis en euros, en français, sans blanc ou altération, sur papier ou forme électronique.

La valeur probante des documents comptables : les commerçants ont l'obligation de **conserver les documents comptables pendant 10 ans**. Si c'est un acte de commerce entre deux commerçants, les documents comptables peuvent être **invoqués par l'auteur ou le cocontractant**. En revanche, si c'est un acte mixte, les documents comptables peuvent **seulement être invoqués par le cocontractant non-commerçant**. À défaut de production spontanée des documents, les parties au litige peuvent en demander la **production forcée**.

Les sanctions :

Sanctions civiles : documents irréguliers ne peuvent pas être invoqués en tant que preuve. Tiers trompé peut demander dommages et intérêts. si documents comptables falsifiés, action en nullité de la cession pour dol (**Com. 3 avril 1979**).

Sanction pénale : infraction de faux et usage de faux (**441-1 du C.pénal** - 3 ans d'emprisonnement et 45000 euros d'amende) ou banqueroute : gestion frauduleuse de l'entreprise commerciale : **art L.654-3 C.com** - 5 ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende)

